

COMPRENDRE LE BUDGET INITIAL 2026

Émilie LUMIÈRE, Vice-Présidente déléguée aux moyens et à la prospective, répond à trois questions pour mieux comprendre le budget initial 2026 (BI 2026).

COMMENT S'EST CONSTRUISTE L'ÉLABORATION DU BUDGET INITIAL (BI) 2026, DEPUIS SA PHASE DE PRÉPARATION JUSQU'À SA MISE EN ŒUVRE, ET QUELLES EN SONT LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES ?

Le Budget Initial (BI) 2026 de notre université a été élaboré dans un contexte de contraintes financières particulièrement fortes et inédites. Les non-compensations par l'État de mesures salariales, qui s'accumulent depuis plusieurs années et qui se sont encore accentuées au cours des deux derniers exercices (GVT - progressions de carrière des titulaires, revalorisations salariales dites "Guerini", hausse du CAS Pensions, etc.) ont conduit à une dégradation rapide de nos comptes et ce en dépit de la qualité du pilotage financier.

Le processus de construction budgétaire, coordonné par la Vice-présidence Moyens et Prospective et la Direction des Affaires Financières, a débuté dès le mois de juin 2025. Le Débat d'orientation budgétaire (DOB) a eu lieu au mois de juin en Conseil d'Administration et a été suivi d'une Lettre d'orientation budgétaire et d'une Lettre de cadrage budgétaire, adressées aux services et aux composantes.

Un cycle de dialogues budgétaires a ensuite été entrepris, trente-six réunions au total, pour permettre aux composantes et aux services d'établir un projet de budget. À partir d'une analyse fine des besoins exprimés et des prévisions financières consolidées, il est apparu que nous ne pourrions pas construire le BI 2026 selon les équilibres habituels. Le fonds de roulement estimé au BR2 2025 (4,9M€) s'est révélé insuffisant pour compenser l'écart entre dépenses et recettes initialement prévues en 2026, dans un contexte de hausse persistante de la masse salariale (+ 2,7M€).

À partir de ce constat, s'est engagé un long et complexe **travail de confection budgétaire pour stabiliser un projet de BI 2026. Ce travail, particulièrement exigeant, a été mené à la fois en interne, en dialogue avec les composantes et services, et en externe, avec le Rectorat et la DGESIP**. Un projet de BI 2026 a finalement pu être établi et présenté en commission Moyens et Prospective le 10 décembre, avant d'être adopté en Conseil d'Administration le 16 décembre.

Face à des contraintes inextricables, l'équilibre budgétaire a pu être obtenu par trois actions conjuguées : une mobilisation du fonds de roulement, une optimisation des recettes et un

resserrement important des dépenses de l'ensemble de l'université, particulièrement les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Le BI cherche néanmoins à préserver plusieurs engagements forts de l'établissement, notamment en matière de politique RH (revalorisation indemnitaire des personnels Biatss, poursuite de la trajectoire des agents contractuels), ainsi que nos engagements pris sur des opérations pluriannuelles (immobilier, équipements, etc.).

Malgré les efforts, les indicateurs financiers de notre BI 2026 demeurent très dégradés. Ils ne respectent pas les seuils exigés par nos tutelles en matière de soutenabilité financière : les prévisions annoncent un déficit de 2,6 M€, un niveau de trésorerie équivalent à 28 jours de fonctionnement (inférieur au seuil réglementaire de 30 jours), un fonds de roulement de 3 jours (15 jours est le seuil minimum) et un poids des charges de personnel sur les produits encaissables (ratio "Dizambourg") atteignant près de 86,5% (au-delà du seuil de 85% admis pour les universités SHS).

Ce budget, qui se veut exceptionnel, traduit une situation devenue structurellement insoutenable. Il est donc important que notre établissement retrouve des marges de manœuvre pour l'élaboration de son prochain budget (BI 2027) et au-delà. C'est tout le sens du travail qui va s'engager, pour élaborer collectivement un plan pluriannuel de soutenabilité.

COMMENT LA SITUATION BUDGÉTAIRE DE L'UT2J S'INSCRIT-ELLE DANS LE CONTEXTE NATIONAL DE L'ESR ?

Ce sont tous les établissements de l'ESR qui se trouvent aujourd'hui fragilisés par les non-compensations successives des hausses de masse salariale décidées au niveau national. Situation qui ne s'est jusque-là jamais vue : la quasi-totalité des universités françaises ont présenté un BI 2026 en déficit.

À travers la Présidente, notre université s'est associée aux différentes actions entreprises pour alerter sur la situation financière des universités. Des courriers ont notamment été envoyés aux parlementaires du territoire pour que le sujet du financement des universités puisse trouver une place dans les débats sur le PLF 2026. Si les établissements ont témoigné de leur capacité à porter collectivement une parole, tous ne traversent pas cette crise avec les mêmes marges de manœuvre. Certaines universités, en fonction de leurs spécificités disciplinaires et de leur histoire, sont structurellement plus fragiles que d'autres.

L'UT2J, comme beaucoup d'universités SHS, connaît une situation financière particulièrement dégradée, pour les raisons que nous avons déjà évoquées : un fonds de roulement prévisionnel quasiment épuisé, une faible capacité à générer des ressources propres et un poids de la masse salariale proportionnellement plus élevé que dans d'autres établissements.

Conscient de ses atouts et de ses fragilités, **notre établissement engage, en responsabilité, un travail approfondi de questionnement de ses pratiques, dans l'objectif de consolider sa trajectoire financière. Ce travail permettra de poursuivre le dialogue avec la tutelle, dont on peut attendre qu'elle porte une attention particulière aux spécificités de chaque entité qui forme le paysage de l'ESR.** Nous attendons notamment des Assises sur le financement des universités, récemment annoncées par le Ministre Philippe Baptiste, qu'elles soient vigilantes à cette hétérogénéité, afin de permettre à chaque établissement de rééquilibrer sa trajectoire à la hauteur de ses besoins, dans un souci réel d'équité.

QUELLES ACTIONS ONT DÉJÀ ÉTÉ ENGAGÉES OU SONT À VENIR AFIN DE RENFORCER DURABLEMENT NOTRE SOUTENABILITÉ FINANCIÈRE ?

Ces deux dernières années, à la faveur de l'arrivée de notre nouvelle Directrice des Affaires Financières qui a entrepris un travail de fond au plan technique et opérationnel, **plusieurs chantiers ont été menés pour renforcer le pilotage budgétaire de notre université : refonte de la structure budgétaire, création d'outils de suivi mis à disposition des composantes et des services, mise en place de dialogues renforcés** couvrant la globalité du cycle budgétaire (préparation des BI et BR, dialogues post Compte financier, dialogues ad hoc sur les

sujets quotidiens, etc.), actions de sensibilisation (Rencontres financières de l'UT2J), etc.

Ces dispositifs visent non seulement à renforcer les compétences techniques et la gestion quotidienne, mais aussi, sur un plan plus politique, à sensibiliser notre communauté universitaire à l'importance de la question financière, qui sous-tend de fait toutes nos activités.

Il était important de structurer et renforcer le dialogue avec tou·te·s les protagonistes budgétaires en permettant à chaque responsable d'un budget interne de mieux comprendre et de mieux se situer dans le système plus global de l'établissement. Ce lien de responsabilité entre ordonnateur·trices internes et budgets s'était, de fait, un peu distendu dans le cadre d'une gestion financière très centralisée et principalement fondée sur la reconduction de dotations, un principe en apparence sécurisant, mais qui se révèle fragile face aux inévitables contraintes et besoins nouveaux de tout établissement.

Notre objectif est de veiller à cet équilibre de responsabilités, qui permet à chacun·e d'assumer pleinement son rôle dans l'intérêt infini du collectif.

Dans la poursuite de cet objectif, nous savons pouvoir compter sur l'engagement de notre communauté et sur l'expertise et le soutien de nos services financiers (DAF, Agence comptable, contrôle de gestion, PPRH, etc.). Il s'agit d'un travail complexe qui requiert du temps, la mobilisation d'un grand nombre de collègues, un souci permanent de transversalité, de collégialité et de transparence. Ce travail porte ses fruits, comme en témoigne, par exemple, l'amélioration significative de nos taux d'exécution budgétaire. Même si des progrès peuvent encore être réalisés, la gestion budgétaire de notre établissement a rejoint les standards des établissements de l'ESR.

Je souhaite en ce sens remercier l'ensemble des collègues, composantes et services qui sont engagé·es au quotidien dans ce travail de longue haleine, malgré la situation financière critique que nous traversons. Il est évident que cette amélioration du pilotage budgétaire constitue un socle solide sur lequel notre université peut s'appuyer pour stabiliser et consolider collectivement sa trajectoire financière.